



DE 2012 À 2017

+ 1625

~~DE 2007 À 2012 + 500\$~~

4500 \$. C'est le montant total annuel minimal qu'il faudra déboursier pour fréquenter l'université dans 5 ans. Une augmentation de 75 % par rapport au montant d'aujourd'hui, qui s'ajoute à celle de 500 \$ annoncée en 2007. **Au final, depuis 10 ans, les frais auront plus que doublé.**

Pendant ce temps, les étudiants et étudiantes s'endettent et travaillent de plus en plus. (déjà 14 000\$ après un bac et 17h/semaine en moyenne) Le gouvernement nous dit qu'augmenter les frais favorisera l'excellence. Pourtant, c'est logique: plus on travaille, moins on a de temps pour étudier!

Les frais de scolarité qu'est-ce que ça change?

Les conséquences d'une augmentation des frais de scolarité sont évidentes: les gens les plus défavorisés et de la classe moyenne auront de moins en moins accès à l'université. Ce qui a comme conséquence directe le fait que, de plus en plus, seul-e-s les plus fortuné-e-s auront accès à l'université et à la reconnaissance sociale qui en découle. Le niveau des frais de scolarité a eu un impact clair au Québec: **notre taux de fréquentation des écoles post-secondaires est supérieur de 9 % à la moyenne canadienne.** La nécessité de l'éducation dans une société est indéniable. Elle offre la possibilité de comprendre des enjeux qui peuvent parfois être très complexes et intervenir sur ceux-ci. **Tous et toutes devraient avoir le droit de comprendre, d'étudier et de faire avancer la société.** C'est ce que permettrait une éducation gratuite! En fait, rien ne peut justifier que les moyens financiers soient un critère pour avoir accès ou non à l'éducation.

N'oublions pas que cela va également de pair avec une deuxième situation de discrimination de certains groupes sociaux. Ainsi, les femmes, les homosexuel-le-s ou les individus appartenant à une minorité visible qui vivent déjà une discrimination salariale ou sociale voient leur droit à l'instruction doublement bafoué, par l'augmentation des frais et leur situation sociale parfois désavantageuse.



DE 2012 À 2017

+ 1625

~~DE 2007 À 2012 + 500\$~~

4500 \$. C'est le montant total annuel minimal qu'il faudra déboursier pour fréquenter l'université dans 5 ans. Une augmentation de 75 % par rapport au montant d'aujourd'hui, qui s'ajoute à celle de 500 \$ annoncée en 2007. **Au final, depuis 10 ans, les frais auront plus que doublé.**

Pendant ce temps, les étudiants et étudiantes s'endettent et travaillent de plus en plus. (déjà 14 000\$ après un bac et 17h/semaine en moyenne) Le gouvernement nous dit qu'augmenter les frais favorisera l'excellence. Pourtant, c'est logique: plus on travaille, moins on a de temps pour étudier!

Les frais de scolarité qu'est-ce que ça change?

Les conséquences d'une augmentation des frais de scolarité sont évidentes: les gens les plus défavorisés et de la classe moyenne auront de moins en moins accès à l'université. Ce qui a comme conséquence directe le fait que, de plus en plus, seul-e-s les plus fortuné-e-s auront accès à l'université et à la reconnaissance sociale qui en découle. Le niveau des frais de scolarité a eu un impact clair au Québec: **notre taux de fréquentation des écoles post-secondaires est supérieur de 9 % à la moyenne canadienne.** La nécessité de l'éducation dans une société est indéniable. Elle offre la possibilité de comprendre des enjeux qui peuvent parfois être très complexes et intervenir sur ceux-ci. **Tous et toutes devraient avoir le droit de comprendre, d'étudier et de faire avancer la société.** C'est ce que permettrait une éducation gratuite! En fait, rien ne peut justifier que les moyens financiers soient un critère pour avoir accès ou non à l'éducation.

N'oublions pas que cela va également de pair avec une deuxième situation de discrimination de certains groupes sociaux. Ainsi, les femmes, les homosexuel-le-s ou les individus appartenant à une minorité visible qui vivent déjà une discrimination salariale ou sociale voient leur droit à l'instruction doublement bafoué, par l'augmentation des frais et leur situation sociale parfois désavantageuse.

Pour combattre cette injustice, partout à travers le Québec, un mouvement de contestation d'ampleur s'est déjà mis en branle depuis plus d'un an. Nous étions 4000 dans les rues de Québec en décembre, 50 000 en grève le 31 mars et 30 000 à signer une pétition contre la hausse. **Mais le gouvernement garde toujours le cap. Que ferons-nous? Jusqu'où sommes-nous prêts et prêtes à aller pour défendre notre éducation?**

L'ACCESSIBILITÉ UNIVERSELLE À L'ÉDUCATION EST L'UN DES FONDEMENTS D'UNE SOCIÉTÉ DÉMOCRATIQUE.

**NE LAISSONS PAS CHAREST
SABOTER NOTRE AVENIR.**

SEUL FACE À TES FRAIS ?

**ENSEMBLE,
BLOQUONS
LA HAUSSE.**

www.asse-solidarite.qc.ca

Pour combattre cette injustice, partout à travers le Québec, un mouvement de contestation d'ampleur s'est déjà mis en branle depuis plus d'un an. Nous étions 4000 dans les rues de Québec en décembre, 50 000 en grève le 31 mars et 30 000 à signer une pétition contre la hausse. **Mais le gouvernement garde toujours le cap. Que ferons-nous? Jusqu'où sommes-nous prêts et prêtes à aller pour défendre notre éducation?**

L'ACCESSIBILITÉ UNIVERSELLE À L'ÉDUCATION EST L'UN DES FONDEMENTS D'UNE SOCIÉTÉ DÉMOCRATIQUE.

**NE LAISSONS PAS CHAREST
SABOTER NOTRE AVENIR.**

SEUL FACE À TES FRAIS ?

**ENSEMBLE,
BLOQUONS
LA HAUSSE.**

www.asse-solidarite.qc.ca